

Depuis un an, j'ai pu suivre de très près ce qui se passe dans ma circonscription. Tous ceux qui savent ce que c'est qu'une campagne électorale savent aussi à quel point on arrive à connaître sa circonscription. Nous avons dit à la population, comme les députés élus l'ont fait au cours des dernières élections partielles: «Dites ce que vous avez à dire à Ottawa». Je ne sais pas quel est le message venant du parti conservateur et ne connais pas ses intentions.

Pour la population de Broadview, le message recueilli auprès des travailleurs de ce quartier de Toronto, c'est qu'ils ne veulent pas de réduction des dépenses gouvernementales. Ils ne veulent pas que l'on réduise les services publics et les services sociaux. Ils veulent un gouvernement qui comprenne leurs difficultés, qui soit disposé à être généreux pour son peuple, qui sache planifier l'avenir du pays et n'abandonne pas l'économie aux mains des investisseurs étrangers et des intérêts des grosses sociétés privées du pays.

Pour l'avenir de notre économie, trois possibilités s'offrent à nous. L'une est de poursuivre dans la même voie avec le gouvernement libéral; des trois, c'est la moins compréhensible. Il est très difficile de savoir exactement ce qu'il propose, quelles sont ses intentions et quel est son programme. Le peu de renseignements contenus dans ce projet de loi en est un exemple de plus. Dans sa politique économique, on ne sait pas non plus où on va. Nos gouvernants ont lâché le gouvernail, perdu la direction et sont à présent incapables d'écouter la voix du peuple.

Ce qui saute aux yeux, c'est qu'il y a eu 15 élections partielles, et non pas une, seulement. Ce ne sont pas les électeurs d'une ou deux circonscriptions seulement qui se sont prononcés; en fait, plus d'un million de Canadiens ont fait entendre leur mécontentement à propos des politiques économiques et sociales du gouvernement. Cependant, rien dans l'attitude du gouvernement ne semble indiquer qu'il ait l'intention de changer les choses d'un iota. C'est cette assurance surfaite qui restera la marque distinctive du gouvernement libéral et qui sera sans aucun doute, la cause de sa chute inévitable.

La deuxième solution a été proposée par mes amis conservateurs à ma droite. C'est une solution qu'on connaît bien et qui signifie encore plus de richesses pour les uns et plus de misère pour les autres. Elle consiste à réduire le rôle du gouvernement, le niveau des services et le niveau de vie de la population.

Hier, j'ai obtenu de Statistique Canada les chiffres concernant la répartition du revenu en 1977. Ceux qui prétendent que le Canada est une société riche peuvent ouvrir les oreilles. Selon ces chiffres concernant le pouvoir d'achat, le revenu moyen de la famille canadienne a diminué d'environ 5 p. 100 en 1977. Et, la même année, 66,000 familles de plus qu'en 1976 se situaient en-dessous du seuil de la pauvreté.

Voilà ce qu'a réalisé le gouvernement. Voilà le résultat de la réduction du programme d'assurance-chômage. Cela touche directement le revenu de dizaines de milliers de Canadiens. Quand vous réduisez les programmes conjoints de dépenses dans les provinces de 220 millions de dollars, cela se répercute

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

sur le revenu et le niveau de vie des travailleurs. Ceux qui peuvent obtenir ce qu'ils veulent sur le marché, ceux qui peuvent subvenir à leurs besoins, ne sont nullement touchés. Quand vous réduisez les programmes d'éducation, ce n'est pas aux dépens de ceux qui fréquentent des écoles privées et qui vont continuer à le faire. C'est au détriment de ceux qui comptent sur les programmes de dépenses du gouvernement pour s'instruire et assurer leur avenir.

Nous répondons au parti conservateur que son programme, y compris sa dernière trouvaille dans le domaine du logement, va permettre à ceux qui le peuvent de se tirer d'affaire, mais pas aux autres. Voilà ce qui va se passer. C'est un programme mesquin qui permettra aux riches de s'enrichir. Ce programme n'est pas digne d'être présenté aux Canadiens.

Dans l'ancien temps, les conservateurs britanniques ne permettaient pas de voter à ceux qui ne possédaient pas de maison. Maintenant, c'est différent. Les conservateurs canadiens n'accordent pas d'avantages fiscaux à ceux qui n'ont pas de maison. C'est aussi injuste et discriminatoire que cette ségrégation électorale des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. La ségrégation est la même sur le plan économique, et il faut que les Canadiens le sachent.

Les journaux ont repris un discours prononcé par le chef de l'opposition il y a quelques mois. Il aurait dit que le Canada devrait s'inspirer du régime fiscal américain. Veut-il que nous ayons le même genre de services municipaux qu'à Cleveland, le même réseau de transports en commun qu'à Houston ou les mêmes soins médicaux qu'à New York? Est-ce le modèle qu'il propose à la population canadienne? On ne peut avoir des impôts plus bas—et reste à savoir s'ils le sont vraiment aux États-Unis—et davantage de services. Il s'ensuit que si l'on paie moins d'impôts, l'on a moins de services. Si on a l'intention d'assurer moins de services, qu'on nous en fasse voir la liste au moment de la campagne électorale.

● (1612)

J'ai parlé cet après-midi des programmes du parti libéral, qui sont assez difficiles à discerner en ce moment, et des programmes du parti conservateur, qui se précisent toujours davantage. J'aimerais terminer mes remarques en exposant une troisième possibilité que mon parti et mon chef, je suis fier de le dire, offrent à la Chambre et au pays depuis un an. Mon collègue le député de Waterloo-Cambridge (M. Saltsman) en a déjà exposé les grandes lignes de pensée.

La société évolue à un rythme beaucoup plus rapide que nous ne sommes prêts à l'admettre. Nous ne pouvons plus envisager sérieusement que le gouvernement se retire de certains secteurs névralgiques de l'économie à cause des injustices politiques et sociales que cela entraînerait. Si le gouvernement veut se retirer de certains secteurs de l'économie et s'il veut vendre Pétro-Canada et redonner tout le commerce du pétrole à ceux qui réalisent d'énormes profits au dépens de la population canadienne, libre à lui de le faire, mais sachons bien à quoi nous en tenir sur les répercussions que cela aurait pour le citoyen moyen. Comprenons bien aussi les répercussions politiques que cela aurait sur la souveraineté de notre pays.